

# Quel syndicalisme voulons-nous ?

**L**a société dans laquelle nous vivons se caractérise d'abord par des inégalités très importantes. Chômage, exclusion, précarité, laissés pour compte... le système "libéral", c'est de plus en plus pour les un(e)s et de moins en moins pour les autres. Pour SUD-Rail, les salarié(e)s qui ont quelques acquis, fruits des luttes sociales des décennies précédentes, n'ont pas à accepter que le système tourne à l'envers.

**Nous sommes pour une harmonisation des conditions sociales " par le haut ".** Pour les retraites par exemple, la durée de cotisation doit être ramenée à 37,5 années pour tous. Nous sommes pour des augmentations de salaire en sommes uniformes. Nous luttons pour un statut unique des salarié(e)s du groupe SNCF.

On nous oppose des arguments " économiques ". Tout cela est, selon nous, manipulé car **la vraie question est celle de la répartition des richesses et des fruits de la croissance.**

D'autres choix économiques sont possibles ! Nous ne sommes pas pour des slogans simplistes " y a qu'à faire payer les riches " mais pour des actions qui remettent en question les fondements même de la société dans laquelle nous vivons. **Au lieu de créer des inégalités, il faut créer de la solidarité.**

**Le débat sur les retraites illustre bien les différentes prises de position qui ont traversé le syndicalisme dans notre pays :**

➡ **Un syndicalisme d'acceptation représenté par les confédérations CFDT et CGC** (et pour partie la CFTC qui n'a pas osé aller jusqu'à la signature). Acceptation des inégalités sociales avec des basses retraites à 85 % du SMIC, allongement du temps de cotisation pour les salarié(e)s, quand d'autres ne savent pas quoi faire de leur argent, de leurs actions et stocks-options...

➡ **Un syndicalisme d'accompagnement**, qui négocie des réformes. L'UNSA a toujours été sur cette orientation, FO également même si son leader a un discours plus dur que par le passé.

**La confédération CGT est de plus en plus sur cette ligne.** La CGT a déclaré être pour la " négociation du plan Fillon " et n'était pas pour le retrait pur et simple de ce plan. Cette évolution de la CGT s'affirme au fil des années.

**La signature de l'accord 35 heures** à la SNCF sans le volume d'embauches nécessaire et avec plus de flexibilité, se situait déjà dans cette logique.

L'entrée puis l'investissement de plus en plus important dans **la Confédération Européenne des Syndicats, le rapprochement avec la CFDT, l'adhésion au fond de gestion de l'épargne salariale, le soutien à la " réforme " du statut d'EDF/GDF, le retrait sur la revendication des "37,5 annuités pour tous"** lors du dernier congrès confédéral, autant de décisions qui marquaient bien un tournant dans la politique et les orientations de la CGT.

➡ **Un syndicalisme de remise en cause de la société.** Modifier, changer en profondeur les règles du jeu de cette société, voilà ce que nous voulons, même si on sait qu'il faudra du temps et sans doute d'autres grèves, d'autres crises sociales.

Avec les syndicats SOLIDAIRES (SUD), nous voulons créer les conditions pour débattre de questions de sociétés, de la répartition des richesses produites, des inégalités salariales, sociales...

Nous voulons réfléchir en profondeur sur les causes et pas seulement agir sur les conséquences. **Après la création de RFF, nous étions pour l'abrogation de la réforme.** Certains étaient pour " réformer la réforme ". Grave erreur que l'on risque de payer cher à l'heure où l'Europe entend " libéraliser " (traduisez " privatiser ").

*Oui, nous pensons qu'un autre monde est possible et nécessaire !  
Un syndicalisme de remise en cause de la société ou un syndicalisme qui accompagne et se contente de corriger... à chacun de choisir !*

## L'heure du choix pour chaque syndiqué(e) et non syndiqué(e)...

*Nous souhaitons clairement poser à tous les cheminot(e)s et au delà à tous les salarié(e)s la question suivante : Quel syndicalisme voulez vous ? Quel syndicat voulons nous construire ?*

*Nous posons cette question sans passion, sans souci polémique même si nous savons ce que les " appareils syndicaux " sont capables de faire pour garder leur pouvoir.*

*Aux non-syndiqués, nous proposons de s'engager (dans le syndicat qui correspond le mieux à leurs souhaits)...*

*Aux adhérents des autres organisations syndicales, nous proposons à chacun de s'interroger.*

*Si vous êtes " en phase " avec votre confédération, restez dans votre syndicat.*

*Dans le cas contraire, c'est le moment de choisir car les attaques du gouvernement actuel vont nécessiter d'autres bagarres.*

*vous avez bien sûr le droit d'être en phase avec la confédération à laquelle vous adhérez ; c'est tout à fait respectable.*

*Dans le cas contraire, c'est le moment de choisir. Les attaques du gouvernement actuel vont nécessiter d'autres bagarres ; nous devons alors disposer d'outils syndicaux les plus efficaces possibles.*

Fédération des Syndicats de  
Travailleurs du Rail,  
Solidaires, Unitaires et  
Démocratiques

17, boulevard de la Libération  
93200 SAINT-DENIS

N°24

**Sud** Rail

Union  
syndicale G10  
**Solidaires**

Solidaires, Unitaires et Démocratiques

**Tirer ENSEMBLE  
les leçons du mouvement  
pour gagner ENSEMBLE  
dès la rentrée !**





### **13 mai 2003,**

*le nombre de cheminot(e)s en grève pour combattre le plan Fillon sur les retraites est le plus important des 25 dernières années... Dans la rue, des manifestations monstres rassemblent des enseignants, des fonctionnaires, des cheminot(e)s, des salariés du secteur privé,*

*Les sondages annoncent une très large opposition à la réforme.*

*Le secrétaire général de la CGT était sur Antenne 2. Il demande à négocier le plan et n'appelle pas à la reconduction du mouvement. Il annonce de nouvelles manifestations pour le 25 mai, puis pour le 3 juin...*

*Deux jours plus tard, le secrétaire général de la CFDT signait, après quelques tractations de couloirs, un accord avec le MEDEF et le gouvernement et acceptait un recul social pour les salarié(e)s, notamment les plus démunis(e)s.*

### **3 juin 2003,**

*le mouvement reste extrêmement fort à la SNCF malgré une campagne sans précédent des médias et en interne de la direction de la SNCF.*

*Les confédérations refusent un appel clair à une grève générale reconductible privé/public. La fédération FGAAC n'a pas appelé à la grève. La fédération CFTC appelle à la reprise du travail.*

*Tandis que les fédérations SUD-Rail et FO, et de nombreuses équipes CGT et CFDT, appellent à la reconduction, les fédérations CGT, CFDT, UNSA et FO déposent un nouveau préavis pour une semaine plus tard, le 10 juin.*

### **La grève à la SNCF s'est finie mi-juin.**

**La stratégie des " temps forts " a cassé le mouvement :**

- *La grève reconductible était bien évidemment plus dure à faire vivre, puisqu'une partie des organisations proposait aux cheminot(e)s de ne s'inscrire dans l'action qu'une fois ou deux par semaine.*
- *De " temps fort " en " temps fort " le pourcentage de grévistes n'a cessé de diminuer, les grèves de 24 heures à répétition ont usé la combativité en ne donnant aucune perspective de victoire : 65 % le 13 mai, 41 % le 3 juin, 39 % le 10 juin, 15 % le 12 juin, pour finir à 7 % le 19 juin, prélude à la journée " d'initiatives diverses " du 26 juin.*

*Ce mouvement, la manière dont les organisations syndicales se sont comportées, provoquent de nombreuses interrogations parmi les salarié(e)s, parmi les militant(e)s quel que soit leur appartenance syndicale.*

*Nous n'avons pas la prétention à SUD-Rail d'avoir été parfaits ; nous avons aussi nos faiblesses et devons les analyser pour être plus efficaces lors des prochaines luttes.*

*Nous pensons que notre stratégie était bonne (notamment avec l'appel à la reconduction le 14 mai). Cela n'a pas suffit.*

**Tirer le bilan  
ENSEMBLE de cet  
échec en mai/juin,  
pour être plus forts  
ENSEMBLE dès  
septembre, c'est le  
sens de notre  
démarche.**

*La loi sur les retraites est votée et c'est un recul historique du mouvement social et syndical en France. C'est une responsabilité du mouvement syndical, dans son ensemble (donc y compris de SUD-Rail, de SOLIDAIRES) puisqu'il ne suffit pas d'avoir de bonnes positions pour gagner et entraîner le plus grand nombre.*

*Le gouvernement va lancer de nouvelles offensives sur la protection sociale, pour notre secteur sur le service minimum et pour l'ensemble des salariés une précarisation généralisée pour satisfaire les demandes patronales.*

*Tirer le bilan ENSEMBLE de cet échec en mai/juin, pour être plus forts ENSEMBLE dès septembre, c'est le sens de notre démarche.*

# Grève reconductible ou "24 heures" successives ?

**L**a forme de l'action à organiser et à mener fut un des débats majeurs au cours du conflit. Il rebondira forcément lors des prochaines mobilisations... qui ne devraient pas tarder, vu les nombreux projets néfastes du gouvernement.

## **SUD-Rail s'est prononcé clairement pour une grève générale reconductible.**

D'autres organisations ont opté pour une stratégie dite des " temps forts ", en plus clair de succession de grèves de 24 heures.

Au lendemain du 13 mai nous pensions à SUD-Rail qu'il fallait profiter du très important pourcentage de grévistes pour continuer le mouvement, d'autant que ceci était fait dans d'autres secteurs (Éducation Nationale, RATP).

CGT, CFDT, UNSA, CFTC, FGAAC ne partageaient pas cet avis.

Un accord pour démarrer une grève reconductible "après le 25 mai" était finalement passé entre toutes les organisations syndicales.

Quelques jours plus tard nous apprenions que ce que nous pensions être le 26 (" après le 25 mai ") n'était que le 3 juin pour ces mêmes organisations.

Le 3 juin au soir, la CFTC avait déjà abandonné la grève à laquelle FGAAC et CGC n'ont jamais appelé. Dès le deuxième jour, **CGT, CFDT, FO, UNSA portaient un coup à son caractère reconductible** en déposant un nouveau préavis pour la semaine suivante.

L'opération se répétait ensuite : Après le 10, on nous annonçait le 12, puis le 15, puis le 19... Cette stratégie syndicale mène à l'impasse.

13 mai, 3 juin, 10 juin, 12 juin, 19 juin...

A chaque fois, le nombre de grévistes a diminué. Les annonces de "journées

d'action isolées" alors que nous étions en pleine grève reconductible ont démobilisé ; les suspensions de la grève dans plusieurs établissements ne pouvaient qu'affaiblir le mouvement !

Le 19 juin une nouvelle grève de 24 heures ne répondait vraiment pas à la gravité de la situation.

Les cheminot(e)s les plus déterminé(e)s ont fait onze jours de grève en juin, plusieurs autres en mai, des "24 heures" en avril, en mars.

Ils(elles) ont le droit de s'interroger sur l'utilité d'une nouvelle perte de salaire lorsqu'il ne s'agit pas de créer une dynamique mais plutôt d'entretenir une illusion.

Les 7 % de grévistes le 19 juin à l'appel de CGT, CFDT, FO confirment cette analyse.



## **Les organisations syndicales ont des stratégies syndicales différentes.**

SUD-Rail défend l'idée, face à des attaques de cette portée et quand il y a une mobilisation aussi forte que le 13 mai, voire le 3 juin, d'une grève reconductible jusqu'à satisfaction des revendications.

D'autres préfèrent des " journées d'actions isolées " destinées à convaincre qu'il faut négocier. Pour SUD-Rail quand il y a un tel rapport de force s'il doit y avoir des négociations elles doivent se tenir " à chaud ", sous la pression de la grève et le contrôle des grévistes.

## **La loi est votée ; c'est un échec. Mais notre lutte n'a pas été inutile**

**Un des acquis essentiels de ce mouvement est d'avoir relancé, bien au-delà des cercles militants, des débats sur des sujets essentiels.**

**Ainsi du partage des richesses.**

**Malgré le blocus des médias les grévistes ont impulsé dans tout le pays des discussions en reprenant les choses à la base : au 21<sup>ème</sup> siècle la régression sociale n'est pas un phénomène inéluctable, bien au contraire ! Il faut simplement oser discuter de la manière dont sont réparties les richesses que nous produisons tous.**

**Ainsi du caractère interprofessionnel du syndicalisme.**

**Parce que nous sommes confronté(e)s aux mêmes attaques, parce que nos intérêts sont communs, nous devons nous unir pour agir ensemble.**

**Pour les cheminot(e)s, mais aussi les agents de la RATP, un des autres acquis essentiels de cette lutte sera que, très probablement, la détermination collective affichée (malgré la pression patronale et les défections syndicales) va amener le gouvernement à différer quelque peu l'application de la loi aux "régimes spéciaux" ... même si elle leur reste applicable "de droit".**

# Service minimum :

**" le service offert aux usagers " ils s'en moquent, ce qui les intéresse c'est de restreindre le droit de grève !**

**A** peine la grève de juin terminée, le gouvernement est revenu à la charge sur la question du " service minimum ".

Cette fois, des mesures sont annoncées d'ici la fin 2003.

Hypocritement, ministres et députés font part de leur souhait que ceci se règle en interne dans chaque entreprise. Mais sinon, gare ! Ils légiféreront !

SUD-Rail refuse ce chantage.

Nous refusons d'accepter de négocier des reculs sociaux dans l'entreprise, sous prétexte d'éviter des reculs sociaux décidés par le Parlement.

Le syndicalisme, ce n'est pas cela !

Le syndicalisme, ça doit servir à combattre la soif de pouvoir et de profit des patrons et de leurs représentant(e)s. Car c'est bien de cela qu'il s'agit. Patrons et ministres, et médias à leur service, se moquent bien de la qualité du service offert aux usagers.

Sinon, pourquoi ne les entend-t-on pas lorsqu'on ferme des lignes dites secondaires, lorsqu'on ferme des gares, lorsque la pré-

sence permanente d'agents SNCF dans les gares d'Île de France est remise en cause, lorsque le trafic banlieue est totalement déréglé parce qu'il manque des conducteurs, parce que l'entretien et la réparation des rames sont plus espacés qu'avant, parce que les voies et installations sont entretenues moins souvent ?

L'expérience de plusieurs pays voisins doit nous aider à refuser toute remise en cause du droit de grève. En Grande Bretagne, depuis l'ère Thatcher, nos camarades cheminot(e)s doivent souvent passer par les tribunaux pour faire grève.

**La population anglaise n'aurait-elle pas préféré quelques jours sans train pour cause de grève des cheminot(e)s à un réseau ferré dans un état lamentable, où les correspondances ne sont pas assurées pour cause de concurrence, et avec un niveau de sécurité particulièrement dangereux comme l'ont malheureusement prouvé de nombreux accidents ?**

Car la grève fait partie des moyens pour défendre nos revendications.

Et celles qui concernent le maintien et le développement du service public sont au cœur de notre action, à l'inverse des défenseurs du " service minimum " qui veulent tout privatiser, même si eux-mêmes sont bien souvent directement rémunérés par divers services de l'État... pour des fonctions qu'ils n'exercent d'ailleurs pas forcément...

**En Italie les " grandes confédérations syndicales " ont accepté un processus qui aboutit à ce que les grèves " légales " doivent être déclarées plus d'un mois avant, en dehors des périodes de fêtes, en dehors d'une partie des week-ends, et même en dehors de périodes décidées au par coup par coup le gouvernement !**

**Résultat, il y a sans doute plus de grève qu'auparavant, chaque organisation syndicale utilisant à tour de rôle " son " droit à l'appel à la grève. Et les grèves les plus suivies ne sont pas forcément " légales "... mais quand elles sont massives la répression est plus difficile à exercer !**

Dans tout ça, où l'intérêt des usagers est-il mieux assuré ?

Leur souci n'est pas d'améliorer les choses pour les usagers. C'est seulement de rendre plus difficile l'exercice du droit de grève. Plus difficile certes, mais pas impossible.

Comme tous les droits essentiels conquis par les travailleurs (ses), celui de grève a d'abord été exercé " illégalement " pendant des années et par des générations entières. Car la loi, ce ne sont pas les travailleurs (ses) qui la font, et ce n'est pas pour eux (elles) qu'elle est faite !

Reste que donner un caractère " illégal " à la grève ou du moins à certaines de celles-ci, ne facilite pas la mobilisation, bien entendu. C'est casser un des outils essentiels dont nous disposons. C'est pour cela qu'il faut refuser de négocier quoi que ce soit qui va dans ce sens.

Bien avant les grèves de juin, c'est ce que nous avons dit à propos de l'accord " amélioration du dialogue social " proposé par la direction SNCF, qui se traduit essentiellement par un doublement de la période de préavis. Non, nous ne voulons pas mettre le doigt là-dedans !

Plusieurs fois, SUD-Rail a proposé une réaction unitaire des fédérations syndicales sur ce sujet. Nous n'avons eu aucun écho favorable. UNSA, CFTC, CGC ont signé cet accord ; la CFDT a donné un avis favorable et dit qu'elle signerait si la CGT le faisait aussi.

Oui, quand la grève est totale à la SNCF il n'y a pas de train. Mais toute grève dérange l'organisation normale de la société.

Franchement, n'y a-t-il pas à s'interroger sur l'utilité sociale de métiers qui lorsqu'ils ne sont plus exercés durant des jours où des semaines ne posent aucun problème ?

**Refusons toute remise en cause du droit de grève !**



# Reconstruire une force syndicale interprofessionnelle



**L**e mouvement a clairement montré la faiblesse du syndicalisme dans le secteur privé. Nous devons tirer les leçons de notre échec à entraîner durablement les travailleurs du privé dans la grève. Les confédérations portent une lourde responsabilité pour ne pas avoir demandé à toutes leurs sections syndicales de mobiliser dans le privé et en n'appelant pas clairement à la grève générale (FO ne l'a proposé que trop tard pour justifier des mois de tergiversations) et surtout sans l'organiser sur le terrain.

Dans beaucoup d'entreprises du secteur privé, il n'y a pas de sections syndicales pour informer les travailleurs (ses) et organiser l'action collective. Pour les luttes futures, il est très important que les militants syndicaux du secteur public consacrent une partie de leur temps à soutenir les travailleurs (ses) du privé qui désirent créer des sections syndi-

cales dans leur entreprise. C'est à cette seule condition que nous pourrions construire le rapport de force interprofessionnel dont nous avons besoin pour battre patronat et gouvernement.

Cela suppose un renforcement des syndicats existants dans des secteurs comme le nôtre car pour accomplir de nouvelles tâches, il faut être plus nombreux (ses) !

Cette implication renforcée dans l'interprofessionnel c'est un engagement que nous prenons à SUD-Rail et il nous faudra le tenir dans la durée. Tirer un bilan, c'est aussi relever nos faiblesses pour les corriger : La grève n'a pas pris non plus dans des secteurs du privé où nous sommes directement implantés (EFFIA, entreprises de nettoyage, personnel des C.E., etc.)

Évidemment faire partir en grève reconductible les seuls secteurs du privé où SOLIDAIRES est fort, en l'absence d'appel des confédérations, n'était pas crédible ;

mais là n'est pas la seule raison de notre échec. Nous avons sans aucun doute payé une insuffisance de pratique syndicale commune public/privé au quotidien.

**Durant ce mouvement, des militant(e)s de différentes entreprises ont pu apprendre à agir ensemble pour renforcer la grève interprofessionnelle. Les liens qui se sont noués doivent continuer pour permettre à ces équipes de se remobiliser le plus tôt possible.**

Les A.G. interprofessionnelles locales qui ont rassemblé pas mal de monde durant ce mouvement (plus en province qu'en région parisienne) doivent trouver un prolongement. Chacun(e) doit choisir l'outil syndical qui lui paraît le plus efficace mais les appartenances syndicales ne sont pas l'élément fondamental. Il faut regrouper, au delà des logiques d'appareil, tous les forces nécessaires pour reconstruire le mouvement syndical dont nous aurons besoin dans les mois qui viennent.

# La grève générale ne se dé

*Mais refuser d'y appeler et de l'organiser c'est décider qu'elle*



**L**e report de la grève à début juin nous avait été expliqué par le délai nécessaire pour donner un caractère interprofessionnel au mouvement.

Or, en dehors de SOLIDAIRES (SUD) aucune organisation syndicale n'a appelé à une grève générale associant salarié(e)s du public et du privé, alors que des centaines de milliers de salarié(e)s participaient aux actions contre le plan Fillon, alors qu'une coordination interprofessionnelle tentait de se mettre en place, à la base.

La confédération FO s'y est dite favorable au moment où le mouvement commençait à faiblir et que donc elle ne risquait plus d'avoir lieu.

CGT, FSU et UNSA ont toujours refusé. " *La grève générale ne se décrète pas* " est l'explication donnée. Certes, mais y appeler et l'organiser fait partie du rôle des organisations syndicales dans les périodes comme celle que nous vivons. Ne pas le faire, c'est décider qu'elle n'aura pas lieu.

Le secteur de l'Éducation est parti en

grève reconductible massivement dès début mai, et même avant dans certaines régions. Beaucoup d'Assemblées Générales de l'Éducation ont immédiatement demandé aux organisations syndicales d'appeler au plus tôt à la grève interprofessionnelle reconductible.

Nous sommes nombreux à penser qu'il fallait profiter de la journée de mobilisation historique du 13 mai pour la déclencher. Cela aurait permis d'entraîner les sympathisant(e)s CFDT dans la lutte et aurait mis la confédération CFDT en difficulté pour donner son accord au gouvernement et aux patrons.

Plus qu'en décembre 1995, des salarié(e)s de nombreuses entreprises privées ont participé aux grèves et manifestations, ce qui permettait une généralisation de la grève, en tout cas de la tenter.

De nombreux établissements SNCF ainsi que les transports en commun (RATP, RTM), ont d'ailleurs reconduit la grève le 14 et les jours suivants. Mais la confédération CGT et sa fédération des cheminots ont fait le choix de casser ce mouvement. Le mot d'ordre était d'attendre la manifestation parisienne du 25 mai.

Celle-ci fut un énorme succès. Les confédérations refusèrent de l'exploiter.

Ainsi, à la SNCF... même si SUD-Rail, FO et CFDT voulaient se lancer dans la grève dès le 26 mai, l'appel unitaire ne se fit que pour le 3 juin.

Pendant ce temps les travailleurs (ses) de l'Éducation et d'autres secteurs isolés (des hôpitaux, des centres de tri, des impôts, restaient seul(e)s en lutte, avec pour certain(e)s plusieurs semaines de grève dans les pattes. Isoler les établissements en grève pour les amener à reprendre le travail, c'était casser toute perspective de grève reconductible.



# crète pas

## n'aura pas lieu !

Finalement, la grève à la SNCF a bien démarré le 3 juin. Mais l'élan était déjà pour partie cassé chez certain(e)s collègues. Et lorsque les fédérations de cheminots appartenant aux confédérations ont appelé à suspendre la grève dès le 5 juin, elles brisaient tout espoir de grève interprofessionnelle reconductible.

**Les confédérations n'ont rien fait pour étendre aux travailleurs du privé la grève reconductible.**

Ce sont les grévistes à la base qui ont pris l'initiative de se rencontrer entre différentes entreprises et de mener des actions interprofessionnelles pour renforcer la lutte (piquets de grève communs, blocage des voies et des dépôts de bus, distribution de tracts dans les zones industrielles...).

**Malheureusement, nous n'avons pas réussi à maintenir le mouvement,** une partie des collègues n'a pas voulu nous suivre dans la bataille, perturbé(e)s par l'absence de soutien des confédérations à la reconduction et à l'élargissement du mouvement.

Presque tout le monde s'accordait sur le fait que seule une grève interprofessionnelle reconductible permettrait de défendre les retraites. Au lieu de préparer les travailleurs (ses) à cela, CGT, FO, FSU et UNSA ont demandé des négociations que le gouvernement ne voulait pas.

Ce gouvernement a été mis en place pour faire passer ces contre-réformes. Lui demander de les " négocier " ce pourrait être de la naïveté, en l'occurrence c'est une volonté politique délibérée d'accepter les reculs sociaux contre la seule " exigence " de les accompagner socialement et de garder un rôle dans le fonctionnement du système... en refusant surtout de remettre en cause celui-ci.

## Unité syndicale.

L'unité syndicale est un élément déterminant pour la réussite d'une action ; qui plus est, pour lancer une grève reconductible. SUD-Rail n'a jamais oublié cet aspect. Depuis bien longtemps nous affirmons qu'il fallait un mouvement fort et dans la durée si nous voulions vraiment lutter contre les projets du gouvernement.

A plusieurs reprises, nous avons fait cette proposition aux autres fédérations.

Constatant leurs refus, nous avons préféré préserver l'unité et nous nous sommes rabattus sur ce qu'il était possible de faire en commun.

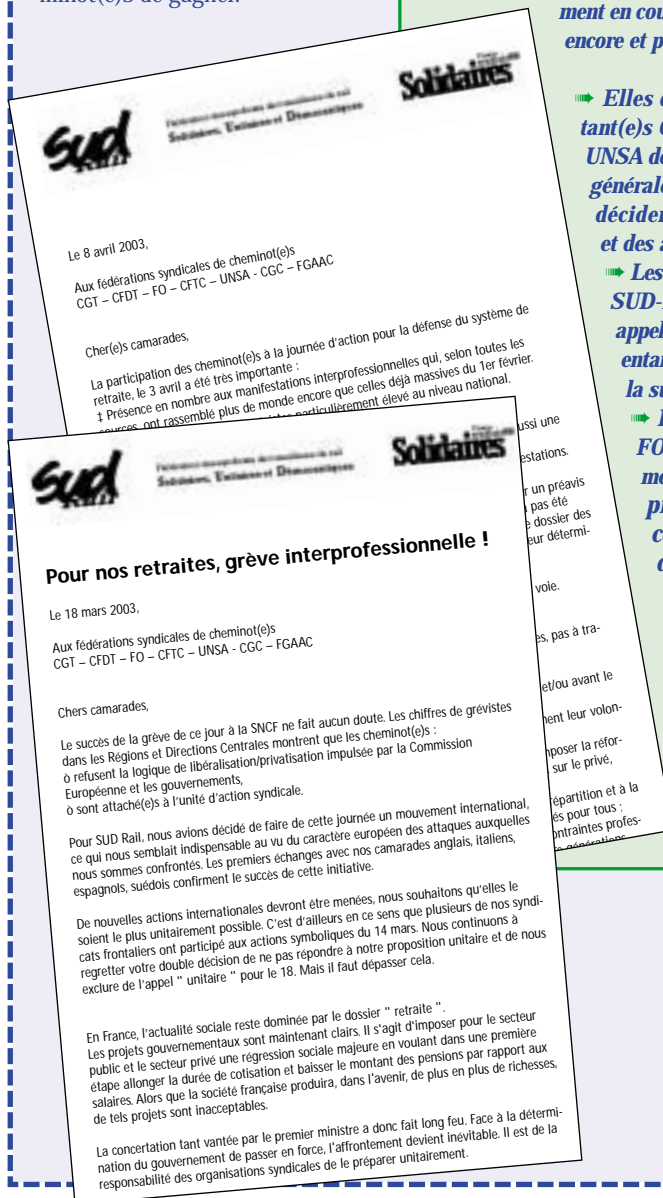
L'essentiel pour nous n'est pas de se dire " on a raison " . Non, l'essentiel c'est de construire les actions qui permettent aux cheminot(e)s de gagner.

### Le 7 juin nouvelle proposition de Sud Rail aux Fédérations syndicales CGT - CFDT - FO - UNSA

*Les fédérations se félicitent du mouvement en cours et appellent à le renforcer encore et pour cela :*

- ➡ Elles demandent à tous les militant(e)s CGT, CFDT, FO, SUD-Rail, UNSA de systématiser les assemblées générales quotidiennes qui doivent décider des suites du mouvement et des actions à mener.
- ➡ Les fédérations CGT, CFDT, FO, SUD-Rail, UNSA confirment leur appel à la reconduction de la grève entamée le 2 juin au soir jusqu'à la suppression du plan Fillon.
- ➡ Les fédérations CGT, CFDT, FO, SUD-Rail, UNSA réaffirment que c'est la grève interprofessionnelle qu'il faut construire et développer et demandent aux confédérations CGT, CFDT, FO, à l'union SOLIDAIRES (SUD), à l'UNSA nationale d'appeler à la grève générale interprofessionnelle.

*Aucune fédération n'a donné suite...*



# Quelques repères chronologiques



## Mars 2002

Conseil européen de Barcelone : Chirac et Jospin signent ensemble le texte prévoyant le recul de l'âge de la retraite.

## 7 janvier 2003

CFDT, CFTC, CGC, CGT, FO, FSU et UNSA adoptent une plate-forme syndicale de référence sur les retraites. Les 37,5 annuités n'y sont pas citées.

L'union syndicale SOLIDAIRES n'était pas invitée à la réunion.

## 9 janvier 2003

60 % de "non" lors du référendum organisé à EDF/GDF à propos de la "réforme" du régime spécial qui s'inscrivait dans un processus de privatisation.

Parmi les organisations syndicales seules FO et SUD avaient appelé à voter contre. Des secteurs CGT étaient aussi sur cette position, mais minoritaires dans la fédération.

## 29 janvier 2003

Les fédérations de cheminots CGT,

CFDT, SUD-Rail, UNSA, FO, CFTC appellent aux manifestations du 1<sup>er</sup> février sur la base d'une plate-forme commune plus offensive que celle des confédérations.

## 1<sup>er</sup> février 2003

Manifestations réunissant près de 500 000 personnes dans toute la France.

## 18 mars 2003.

Au soir d'une grève très suivie, SUD-Rail écrit aux autres fédérations pour proposer un appel à la grève reconductible et à des assemblées générales unitaires à l'occasion de la journée interprofessionnelle du 3 avril. Les autres fédérations préfèrent qu'il n'y ait pas d'appel à la grève.

## 24 au 28 mars 2003

Congrès confédéral de la CGT, qui entérine l'abandon de la priorité revendicative "37,5 annuités pour tous".

## 3 avril 2003

800 000 manifestants dans toute la France, à l'appel d'une partie des signataires (CFDT, CFTC, CGC se sont déjà retirés) de la plate-forme du 7 janvier, mais aussi de l'union SOLIDAIRES. A la SNCF, le pourcentage de grévistes est important... malgré l'absence d'appel national.

## 4 avril 2003

SUD-Rail relance les autres fédérations pour une campagne commune débouchant sur une grève reconductible.

## 24 avril 2003

Rencontre interfédérale au cours de laquelle CGT, CFDT, UNSA répètent que la grève reconductible est prématurée. La FGAAC et la CFTC considèrent que l'idée même de grève est prématurée.

Le soir, le gouvernement annonce l'essentiel de son projet : allongement de la durée de cotisation dans le public comme dans le privé (et baisse des pensions de 20 % à 30 %), incitation à rester jusqu'à 65 ans au travail, développement de mesures de capitalisation individuelle.

## 25 avril 2003

La FGAAC est d'accord pour un appel à la grève.

## 1<sup>er</sup> mai 2003

400 000 manifestant(e)s dans toute la France ; quatre fois plus qu'au 1<sup>er</sup> mai 2001. La prochaine échéance est une "journée de mobilisation interprofessionnelle" le 13 mai.

## 7 mai 2003

Fillon présente son projet au Conseil des ministres.

L'union syndicale SOLIDAIRES, et SUD-Rail pour la SNCF, appellent à un mouvement fort : **"Le 13 tous dans la rue, le 14 on continue" !**

Lors d'une rencontre interfédérale, SUD-Rail et FO proposent un appel commun à la grève reconductible au-delà de la journée du 13 qui s'annonce comme un succès important. Les fédérations CGT, CFDT, UNSA, CFTC, FGAAC refusent et appellent les cheminot(e)s à "ne pas gaspiller leurs forces".

### 13 mai 2003

Énormes manifestations, plus fortes qu'en 1995 et avec une forte présence de secteurs du privé. Deux millions de manifestant(e)s à travers la France.

La grève est très suivie dans le secteur public, quasi -totale dans les transports. A la SNCF, il y a un pourcentage de grévistes historique, jamais connu depuis un quart de siècle !

En direct sur "France 2" à 20 heures, B. Thibault n'appelle pas les salarié(e)s à poursuivre et généraliser la grève ; il demande au gouvernement de bien vouloir rouvrir des négociations.

### 14 mai 2003

S'appuyant sur le rapport de force établi la veille, SUD-Rail et FO tentent d'organiser la poursuite du mouvement. Quelques sections locales CGT et CFDT appuient, leurs fédérations ne soutiennent pas. La situation est similaire à la RATP, où le syndicat CGT qui soutenait la reconduction est "rapelé à l'ordre".

### 15 mai 2003

L'échec de la reconduction du mouvement étant consommé, les confédérations CFDT et CGC peuvent annoncer qu'elles ont donné leur accord au gouvernement et au patronat sur la réforme.

### 16 mai

La pression exercée par les grévistes qui ont reconduit au-delà du 13 mai permet l'adoption d'un communiqué commun CGT, CFDT, SUD-Rail, UNSA, FO, CFTC, FGAAC qui conclue sur une possible "grève reconductible après le 25 mai", date de la prochaine manifestation interprofessionnelle.

### 20 mai.

Les fédérations CGT, UNSA, CFTC, FGAAC ne veulent plus entendre parler d'une grève à partir du 26 mai, mais seulement dix jours plus tard le 3 juin. FO et CFDT ne souhaitent pas un appel commun avec SUD-Rail pour le 26 ; le principe de la grève reconductible à partir du 2 juin au soir est retenu.

### 25 mai 2003

Plus d'un million de personnes manifestent. Le choix fait par CGT, FO, UNSA, FSU d'une seule manifestation à Paris et

un dimanche ne permet pas de créer une dynamique de masse localement mais la participation confirme la mobilisation des salarié(e)s, d'autant que des initiatives ont aussi été organisées en province, souvent à l'initiative de collectifs de grévistes de l'Éducation Nationale et d'autres secteurs en lutte.

### 3 juin 2003

Un million et demi de manifestant(e)s dans toute la France : interventions policières violentes dans plusieurs villes. A la SNCF la grève est moins forte que le 13 mai mais elle demeure puissante. La FGAAC a finalement décidé de ne pas y appeler.

### 4 juin 2003

La CFTC se retire du mouvement. Les assemblées générales ont toutes voté la reconduction de la grève. Au soir du 4, les fédérations CGT, CFDT, FO, UNSA déposent un autre préavis pour le 10 juin !

### 5 juin 2003

L'appel à une nouvelle "journée d'action" la semaine suivante alors que nous construisons une grève reconductible produit son effet démobilisateur ; des A.G. "suspendent" l'action. Mais la grève se poursuit dans une majorité d'établissements SNCF.

### 6,7,8,9 juin

Malgré le "pont", les cheminot(e)s restent mobilisé(e)s et la grève dure.

### 10 juin 2003

De nouveau 1,5 million de personnes défilent en France.

La grève tient à la SNCF (c'est toujours le cas dans l'Éducation Nationale mais aussi dans certains autres secteurs comme les Impôts par exemple).

La fédération CGT annonce de nouveaux "temps forts" le 12, le 15, le 19...

A la fin de la manifestation parisienne, plusieurs milliers de manifestant(e)s (CGT, SUD principalement) font face à l'Assemblée nationale pendant quatre heures, au milieu des jets de lacrymogènes et des canons à eau (65 interpellations).

### 11 juin 2003

La stratégie des "temps forts" continue ses dégâts : comprenant que plusieurs

fédérations ne les soutiennent pas, des cheminot(e)s votent l'arrêt de la grève.

### 12 juin 2003

Annick Coupé (union SOLIDAIRES) est interdite de parole au meeting de Marseille où interviennent les responsables nationaux CGT, FO, UNSA, FSU. Cela n'empêche pas les militant(e)s SOLIDAIRES de participer aux manifestations ; à Marseille il y a 150 000 manifestant(e)s.

Bernard Thibault (CGT) se fait huer lorsqu'il refuse, une nouvelle fois, d'appeler à la grève générale.

### 13 juin 2003

Fin de la grève à la SNCF sur la quasi-totalité du territoire. Dans le même temps, les fédérations CGT, CFDT, FO déposent un nouveau préavis de 24 heures pour le 19 juin. Les syndicats SUD-Rail, très majoritairement, refusent de s'inscrire dans cette démarche.

### 15 juin 2003

Après avoir mis l'accent sur les manifestations au détriment de la grève, CGT, FSU, UNSA passent à une nouvelle étape avec le lancement d'une pétition.

Le "temps fort" du 15 se concrétise par l'organisation de pique-niques pour faire connaître la pétition.

### 19 juin 2003

Énième "journée d'action" appelée par CGT, FO, UNSA et FSU.

Les syndicats SUD-Rail appellent et participent aux manifestations interprofessionnelles mais refusent l'appel à une grève de 24 heures décidé par CGT, CFDT, FO qui se solde par 7% de grévistes..



# Il n'y a pas, à priori, des types d'action à rejeter et d'autres à encenser



L'expérience le prouve : Il n'y a pas, à priori, des types d'action à rejeter et d'autres à encenser.

Pétition, débrayage, rassemblement, grève "carrée", grève reconductible, grève catégorielle, grève générale, etc., il s'agit avant tout de s'adapter à la nature du sujet en cause et aux forces en présence.

**On ne déclenche pas une grève générale sur les notations des cheminot(e)s de tel service...**

**On ne gagne pas la bataille sur les retraites avec des pétitions (\*).**

Des modalités d'action différentes ont été inventées à la SNCF, souvent avec un certain succès : Grèves de la résa, de la pince, de l'astreinte, D'autres formes de luttes sont sans doute encore à trouver ; nous devons y réfléchir.

Nous devons aussi prendre en compte l'apport de mouvements radicaux menés dans des secteurs d'extrême précarité : ARCADE/ACCOR, Mac Do, Pizza Hut, Emplois Jeunes, Sans pour autant les mythifier et en s'interrogeant sur leurs difficultés à s'étendre au-delà d'une minorité déterminée.

Nous ne devons rien négliger pour que le sentiment de révolte se transforme en une participation active à ce qui demeure la lutte des classes. En ce sens, la prise en charge des revendications locales ou catégorielles est une

nécessité. Un de nos rôles est d'expliquer, d'inciter à faire le lien avec la situation globale, avec le mode d'organisation de la société.

Par exemple, les remises en cause de décisions autoritaires doivent nourrir la réflexion sur le rôle de la hiérarchie

Les actions revendicatives, mêmes limitées dans le temps ou l'es-

pace, sont essentielles car elles sont porteuses de leur propre dynamique et génèrent bien souvent une accélération de la prise de conscience de leurs acteurs (trices).

Toutes les victoires sont importantes ; par l'ambiance sur le lieu de travail, la dynamique qu'elles créent elles favorisent le renforcement du syndicalisme et de la prise de conscience. Refuser de mener des batailles revendicatives sur des luttes partielles, c'est participer à la démobilité.

Il est de la responsabilité des militant(e)s SUD-Rail de prendre en charge les questions salariales (notations, etc.), de cadre de vie (mutations, etc.), de conditions de travail (roulement, etc.) ou de formation professionnelle (et donc de suivi des examens).

Il n'en reste pas moins que face aux enjeux essentiels (retraite, privatisation), et parce que nous voulons contribuer à l'émergence d'une société différente, c'est bien à la construction d'une grève générale que nous devons nous atteler !

Ces derniers mois, des initiatives de cet ordre ont eu lieu en Italie ou en Espagne.

Ce qui est possible de l'autre côté des Pyrénées ou des Alpes doit l'être ici aussi !

La pratique des assemblées générales doit être relancée. Elles aussi sont porteuses de leur propre dynamique et aboutissent

parfois à radicaliser certaines organisations syndicales, changeant la donne quant aux formes et à la durée de l'action.

Le mouvement ouvrier dans son ensemble a toujours du naviguer entre deux écueils. Le premier est l'institutionnalisation. La pression du monde dominant et un certain pragmatisme peuvent pousser à une intégration dans le mode de fonctionnement de la société capitaliste.

L'espoir est alors placé dans la possibilité d'obtenir des avancées, par étapes, par des réformes. Ces gains immédiats sont souvent obtenus en sacrifiant l'autonomie du mouvement ouvrier et en renonçant à toute velléité de changement profond de société.

Le second écueil est ce qu'on nomme souvent " le gauchisme ". Toute réforme est alors rejetée en attendant de la révolution, les luttes des travailleurs (ses) sont utilisées pour renforcer un courant politique.

Le syndicalisme, outil spécifique de la classe ouvrière, doit se réapproprié son rôle de contre pouvoir dans la société.

Nous avons des acquis, pas forcément partagés par toutes les autres forces syndicales, en matière d'autogestion des luttes. Nous devons relancer les réflexions sur l'autogestion des entreprises...

Il est déterminant que nous soyons offensifs, que nous décidions de manière autonome nos revendications et notre dynamique d'action. Nous refusons un partage des tâches qui laisserait aux politiques les réponses aux questions sociales et de société, et laisserait au syndicalisme la seule gestion des revendications immédiates

**Nous devons lier revendications immédiates des salarié(e)s et projet de transformation sociale.**

(\* ) Ce texte, écrit en mars 2003, est extrait de la résolution " stratégie d'action " adoptée par le congrès fédéral de SUD-Rail qui vient de se tenir du 23 au 27 juin.

# Répression : La cagnotte et le bâton

**Ce conflit a révélé une accentuation de la politique répressive. Fort de ses 82 % du second tour de 2002, et oubliant ses 19 % du premier tour, le gouvernement Chirac Raffarin Sarkozy entend mater le mouvement social. Y compris en ayant recours à une répression injustifiable.**

**Lorsque les manifestations rassemblant des centaines de milliers de personnes ont commencé à se répéter un peu trop souvent à son goût, le gouvernement a choisi de les disperser de manière violente. Ce fut le cas notamment à Paris le 10 juin.**

## Témoignage :

Place de la concorde, un mardi soir en République. Ils ont osé gazer et charger des manifestant(e)s, jeunes et vieux ce soir.

Vers 18 h 30, des milliers de manifestants s'amassent sans violence devant les CRS. Slogan : "Raffarin démission, Chirac en prison".

Quelques minutes après, les premiers gaz lacrymo sont jetés Les CRS commencent alors à bloquer les issues sur les quais ne laissant plus passer personne.

Au fur et à mesure, les CRS prennent de moins en moins de précautions. Les gaz sont même tirés horizontalement (! ! !) en direction de la foule. Les salves sont généralement constituées d'une dizaine de lacrymo.

La manifestation est loin d'être terminée (contrairement à ce qu'annonçait la radio). Les cheminots et RATP arriveront après 20 heures sur les lieux. Vers 19 h 30, la place est totalement enfumée (une quarantaine de lacrymo en même temps), alors que les manifestants continuent à affluer.

Nous sommes plus de 5 000 à 10 000 à être présent(e)s.

Vers 20 heures, les lacrymo semblent se calmer, on se dit que ça coïncide avec le début du JT. Peut-être pas à 20 h 20, ça repart de plus belle (lacrymo et lance à eau). Les yeux et le nez piquent terriblement, certains vomissent.

Vers 20 h 30, ça y est ça charge. On est tous refoulés vers rue Royale. Il y a des blessés, certains camarades sont en sang. Quelques manifestants sont traînés au sol et frappés. Puis nouvelle charge quelques minutes après avec un camion à eau qui fonce sur nous. Tout le monde se regroupe vers Madeleine. Nouvelle charge, on descend le boulevard qui mène vers l'Opéra Garnier. On est encore 4 000 à 5 000. Puis charge brutale des CRS avec leur camion à eau qui avance aussi vite que l'on court. C'est sauve qui peut.

Quelques passants attablés aux terrasses des restaurants plongent se réfugier à l'intérieur. Tout le monde court dans tous les coins. Certains prennent une rue à droite, la plupart débouche au milieu de la circulation sur la place devant l'opéra. Bon nombre se réfugient dans l'opéra. D'autres continuent tout droit et renversent des poubelles sur la rue afin de faire des barricades pour retarder la meute de flics qui nous pourchasse. Certains se dispersent, d'autres retournent vers

l'opéra Garnier où plus de 60 manifestants seront sauvagement arrêtés.

Résumons : les CRS ont gazé ce soir des personnes qui étaient tout sauf des casseurs. Et pas quelques centaines, mais quelques milliers certainement.

Ils ne laissaient pas partir les manifestant(e)s de sur la place. J'ai vu clairement les CRS balancer des lacrymo en se foutant bien de l'endroit où elles tom-

beront. Et tout ça avec aucune provocation de la part des manifestant(e)s. Apparemment ces actions violentes ont été concertées au plus haut sommet afin de durcir la répression (je pense par exemple à Metz où les flics ont également chargé les manifestants sans raison). Je ne sais pas quel est leur intérêt, mais en tous cas n'ayons pas peur, de tels agissements ne font que renforcer notre colère et notre mobilisation.

## Des cheminots ont été arrêtés !

C'est suite à cette manifestation que notamment **trois collègues cheminots furent arrêtés**. Un retraité libéré après la garde à vue. Deux jeunes cheminots de Paris St Lazare jugés le 10 juillet ; le procureur requérant 6 mois fermes !

La direction SNCF s'est montrée bien zélée pour appliquer la politique répressive du gouvernement. **Dans toutes les régions les "demandes d'explications" ont plu pour des occupations de voies ou de bureaux, sans aucune violence** ; les noms ont bien sûr été relevés "au hasard" selon l'arbitraire le plus total avec la volonté de diviser et faire peur !

Au mépris des arrêts de la cour de cassation, la direction de l'entreprise a aussi voulu **transformer des journées de grève en "absences irrégulières"**.

## Des plaintes ont été déposées.

Une demi-heure de présence dans un poste d'aiguillage ou sur les voies ont valu à des dizaines de cheminot(e)s des plaintes nominatives de la part de la direction de l'entreprise.

La fédération SUD-Rail a aussitôt protesté auprès de la direction contre cette méthode de "management" (!!!), proposé aux autres fédérations une riposte unitaire, et nous assurons la défense juridique des camarades. Ces faits s'inscrivent dans une politique de criminalisation du mouvement social.

Sarkozy entend faire régner non pas l'ordre, mais son ordre, celui de la bourgeoisie.

La solidarité, l'action syndicale ont permis par le passé de contrer des politiques similaires.

Rassemblons-nous, défendons nos intérêts contre leurs utopies réactionnaires.

Ils brandissent la cagnotte et le bâton pour nous faire peur !

**Notre nombre les fera reculer !**

## POUR LE RENOUVEAU DU SYNDICALISME, JE DÉSIRE PRENDRE CONTACT AVEC SUD-RAIL

Nom, Prénom -----

Service -----

Adresse -----

Tél. service -----

Tél. personnel -----

À retourner à SUD-Rail -17, boulevard de la Libération 93200 SAINT-DENIS